

LES BANLIEUES EN FEU LE SPECTACLE AU MILIEU



Comment les hommes font-ils l'histoire, à partir des conditions préétablies pour les dissuader d'y intervenir ?

Des émeutes de pauvres, il y en avait régulièrement un peu partout sur la planète, et depuis longtemps. Mais une révolte d'une telle ampleur en Europe, tant par sa durée que par son intensité (près de 10.000 véhicules incendiés en trois semaines, des dizaines d'édifices publics, écoles, gymnases, dépôts, commissariats, commerces brûlés ou saccagés, des milliers d'arrestations), ne s'était pas produite depuis mai 1968, ce préalable où tout respect pour l'autorité, de l'État à la famille, en passant par l'école, s'est irrémédiablement perdu.

« La France brûle et le monde se demande à qui le tour », se sont alarmés les médias dominants de la planète, évoquant la guerre civile ou conseillant d'envoyer l'armée. Les pouvoirs russe, américain et chinois ont montré leur inquiétude, tout comme les mollahs (édicteant une fatwa anti-émeutes : *Des religieux musulmans organisent des patrouilles de nuit pour tenter d'arrêter la violence*, titre *Le Monde* du 8 novembre 2005) et au-delà tout pouvoir constitué. Et de fait, cette guérilla urbaine, imprévisible, insaisissable, s'est caractérisée par l'absence de chefs : « Voitures, entrepôts, gymnases sont les cibles de cette colère qui ne répond à aucun mot d'ordre, à aucune organisation. (...) Ni caïds ni islamistes ne semblent dicter leur conduite et encore moins les manipuler. » *Une nuit avec des "émeutiers" qui ont "la rage"* (*Le Monde* du 7 novembre 2005). Tous les gouvernants ont eu de quoi s'effrayer, car ils eurent là un avant goût de ce qui se passera quand toute la planète va danser, lorsque tous les pauvres s'y mettront ; d'ailleurs le phénomène s'est exporté, provoquant des étincelles dans d'autres pays, où s'ébaucha une génération spontanée de pétroliers en même temps que l'exigence de la « libération de nos camarades emprisonnés » (Italie, Belgique, Allemagne, Athènes, Montréal, Rotterdam, etc.).

Craignant plus que tout l'extension du soulèvement, le pouvoir a voulu à tout prix faire prendre pour des

émeutes raciales ce qui est en réalité une révolte des pauvres. Le premier idéologue venu, en l'occurrence Emmanuel Todd, pouvait aisément constater qu'« il y a eu un effet de capillarité entre toutes les jeunesses, même au fin fond de la province française (...) Les jeunes ethniquement mélangés de Seine-Saint-Denis s'inscrivent dans une tradition de soulèvement social qui jalonne l'histoire de France » (*Le Monde* du 12 novembre 2005).

Depuis longtemps la chanson des banlieues exprimait ce qui était dans toutes les têtes, il fallait être sourd pour ne pas l'entendre. A l'heure où il est question de censurer et condamner des groupes de rap, voici un large extrait de *Qu'est ce qu'on attend*, chanson de 1995 du groupe NTM : « Ça fait déjà des années que tout aurait dû péter (...) Mais qu'est-ce, mais qu'est-ce qu'on attend pour foutre le feu ? / Mais qu'est-ce qu'on attend pour ne plus suivre les règles du jeu ? (...) Je n'ai fait que vivre bâillonné, en effet / Comme le veut la société, c'est un fait / Mais il est temps que cela cesse, fasse place à l'allégresse / Pour que notre jeunesse d'une main vengeresse / Brûle l'état policier en premier et / Envoie la république brûler au même bûcher (...) Donc l'heure n'est plus à l'indulgence / Mais aux faits, par le feu, ce qui à mes yeux semble être le mieux / Pour qu'on nous prenne un peu plus, un peu plus au sérieux (...) Dorénavant la rue ne pardonne plus / Nous n'avons rien à perdre, car nous n'avons jamais rien eu / A votre place je ne dormirais pas tranquille / La bourgeoisie peut trembler, les cailleras sont dans la ville / Pas pour faire la fête, qu'est-ce qu'on attend pour foutre le feu / Allons à l'Elysée (...) De toute une jeunesse, vous avez brûlé les ailes / Brisé les rêves, tari la sève de l'espérance. (...) Mais quand bien même, la coupe est pleine / L'histoire l'enseigne, nos chances sont vaines / Alors arrêtons tout, plutôt que cela traîne / Ou ne draine même, encore plus de haine / Unissons-nous pour incinérer ce système »

Nous ne sommes rien soyons tout : c'est l'État qui est ouvertement remis en cause par cette fraction la plus pauvre du prolétariat, lorsque ses symboles qui

l'évoquent de près ou de loin sont attaqués et consumés. Partant du rejet de la discrimination, de la répression policière, des expulsions, de l'ensemble de la vie qui leur est faite, ceux qui tournent en rond dans la nuit, dévorés par la rage, ont esquissé la disparition de cette société, gageant qu'elle ne soit bientôt plus qu'un lointain souvenir : mairies, Mac do, entrepôts, les cahiers au feu l'école au milieu. Ils ont amorcé objectivement, à travers la consommation de tout ce décor en toc de la société spectaculaire marchande, la critique en actes de son urbanisme, de sa survie précarisée, de ses médias (on n'oubliera pas de sitôt ces journalistes qui rasaient les murs, accompagnés le plus souvent de gardes du corps), de ses vitrines, de ses banques et de sa voiture, cette marchandise vedette de la société de consommation.



LA DIALECTIQUE DU WHITE-SPIRIT

(Un McDonald's à Corbeil-Essonnes défoncé par une voiture-bélier et incendié)

Avec les accusations infondées de l'Islam polygame ou des caïds de la drogue derrière les fagots, le principal grief qui est fait à cette jeunesse émeutière, c'est d'avoir cassé les voitures de leurs voisins, à peine moins pauvres. Certes, voilà qui a de quoi freiner la jonction avec de plus larges secteurs du prolétariat, notamment celui, décisif, des salariés. Mais le sens

d'un tel geste reste néanmoins évident : brûler des voitures est un mode de communication de la révolte ; un peu de savoir faire, beaucoup de faire savoir. Une fois n'est pas coutume, une historienne bon teint, Françoise Blum, peut remarquer plaisamment dans le journal de tous les pouvoirs du 11 novembre 2005 : « si les étudiants de mai 1968 incendiaient les voitures du boulevard Saint-germain, en un temps rappelons-le où les voitures étaient plus rares et plus chères, c'étaient aussi celles de leurs parents. » (De la même façon, les contestataires de mai 1968 prenaient les 2 CV qu'ils avaient sous la main, plus faciles à renverser que les DS ; « La voiture ça tue, ça pue, ça pollue et ça rend con ! » entendait-on alors), et elle ajoute un peu plus loin, à propos des émeutiers d'aujourd'hui : « Et que serait leur colère sans les incendies de voitures ? Les télévisions du monde entier se seraient-elles alors déplacées ? Que fallait-il qu'ils fassent : qu'ils déposent une pétition au Palais-Bourbon ? Les moyens qu'ils utilisent sont sans doute les seuls efficaces en ces temps où les médias font et défont l'actualité. Combien de grèves ouvrières ont récemment encore été projetées sur la scène publique du seul fait de leur usage de menaces criminelles. Osons le mot, ces émeutes, révoltes, flambées de colère, violences, la gamme sémantique est large, sont un mouvement social. Il ne s'agit pas d'une révolte ouvrière mais de celle d'enfants de la classe ouvrière. »

Plus généralement, ce sont les résultats désastreux du développement irrationnel de la société de classes qui n'en finissent plus de s'étaler au grand jour. Mais cette société spectaculaire qui a produit les organismes génétiquement modifiés comme le nucléaire, la marchandisation du vivant et les trous dans la couche d'ozone, les épidémies catastrophes dites « naturelles » ainsi que l'architecture « criminogène » et la falsification alimentaire, a aussi créé les incendiaires qui viennent la nier. Alors que le capitalisme a besoin de moins en moins de travail vivant pour se perpétuer (d'où une baisse tendancielle du taux de profit compensée par un renouvellement technologique incessant), beaucoup de ces révoltés

sont sans qualification du point de vue de l'économie, à l'heure où le travail non qualifié est payé trente fois moins à l'autre bout de la planète, là justement où les employeurs nationaux délocalisent. « Refoulés hors de la sphère productive », la plupart se savent totalement inutiles au système, de façon permanente, et en tirent les conséquences. Pour une proportion grandissante d'entre eux, il est devenu clair que l'on ne peut réformer le plus pauvre détail de cette société sans commencer par la détruire entièrement : « La passion de la destruction est une joie créatrice » (Bakounine).

Il ne s'agit pas de la crise des banlieues dans la société française ; il s'agit de la crise de la société française posée d'abord par ses banlieues. L'intégration, mais à quoi ? Comment en effet intégrer à ce qui partout se désintègre, en désintégrant en même temps toute autonomie individuelle au profit de la production industrielle de zombies aliénés ?

Du point de vue des méthodes employées, il faut remarquer comment les émeutiers ont le plus souvent évité l'affrontement direct avec les forces de répression (mais pas toujours ; certains, ayant été amenés à considérer que les armes de la critique ne sauraient remplacer la critique par les armes, ont dû se dire soudain : le béton est armé, pourquoi pas nous ?), sur un terrain qui leur était moins favorable, préférant intervenir partout ailleurs contre les symboles du système, en créant un maximum de dégâts ; car sous le règne du spectaculaire intégré c'est aujourd'hui partout qu'il faut passer sa colère. Voilà qui tranche avec nombre de manifestations violentes des dernières décades, où les « éléments incontrôlés » avaient toujours du mal à s'autonomiser pour se porter ailleurs. Il faut noter également qu'il y a eu peu de pillages, et que la marchandise a été essentiellement brûlée ; brûlée et non volée, juste pour voir partir en fumée cette marchandise pour laquelle il faut trimer et que l'on doit « normalement » convoiter, consommer, accumuler. L'homme qui détruit les marchandises montre sa supériorité humaine sur les marchandises.



« Quand le prolétariat annonce la dissolution de l'ordre actuel du monde, il ne fait qu'énoncer le secret de sa propre existence, car il constitue la dissolution effective de cet ordre du monde » (Marx)

Au-delà de diverses nuances de détail dans l'appréciation des raisons de la colère, la révolte a dressé contre elle la quasi unanimité des politiciens de tout poil : ce qu'il est convenu d'appeler la gauche française a formé un front commun avec le pouvoir contre ce qu'elle appelle la « violence » de la jeunesse ; le parti socialiste et le parti dit communiste ont publié des communiqués qui appellent à « mettre fin à la violence » (« Rétablir l'ordre est une urgence extrême » déclare le 4 novembre le P « C » F), tandis que les trotskystes de Lutte Ouvrière caractérisent la rébellion en masse de la jeunesse comme « stérile » et dans une impasse ; et il n'est pas jusqu'à la burlesque Fédération « anarchiste » de considérer elle aussi que « faire cesser les violences (...) est évidemment nécessaire » tout en se lamentant de « la démolition d'une police de proximité » (dans la déclaration commune du 14

novembre réunissant toute cette belle opposition de gauche et d'extrême gauche).

La même déclaration se plaint également du « sabotage des actions de prévention ». Ils ont dit prévention ? Parlons en. Serait-ce avec un humour proprement swiftien, à moins qu'il ne faille plutôt évoquer Philip K. Dick, qu'un député UMP propose de « repérer le futur délinquant dès le plus jeune âge, même avant l'école maternelle » ? Non, c'est bien de ce monde qu'il s'agit. *L'étude de Jacques-Alain Bénisti, député UMP, prône la création d'un système de détection des signes de délinquance dès la crèche* (titre en effet *Le Monde* du 8 novembre 2005) ; afin probablement de neutraliser à l'avance, pour ainsi dire dans l'œuf, les futurs Winston Smith. Et quand on sait aujourd'hui qui est décrété délinquant, déviant ou terroriste, on conçoit aisément que toutes les prisons secrètes de la CIA n'y suffiraient pas : « Thaima Samman, directrice juridique de Microsoft France, citait pour sa part le chiffre de 45 % de logiciels illégaux utilisés dans les entreprises françaises. Puis les élus ont visionné un film démontrant — Twin Towers en flammes à l'appui — que contrefaçon et piratage "*finançaient le terrorisme*". Les parlementaires encore tout frissonnants se souviendront-ils du lien qui unirait l'adolescent téléchargeant le dernier Madonna à Ben Laden lorsqu'il s'agira de voter la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information ? » (*Le droit d'auteur affronte le choc du numérique, Le Monde* du 21 novembre 2005)

Dans un tel contexte les autorités demandent instamment aux adultes d'intervenir sur leurs enfants, alors que la véritable question est de savoir si ces adultes sauront être à la hauteur de leurs enfants. Où en sommes nous maintenant ? La fausse conscience politicienne pourra trouver mille défauts à cette jeunesse perdue, qui sont grosso modo ceux dont on a affublé historiquement les pauvres à diverses époques du passé. Mais pour la critique radicale il ne s'agit pas de moraliser sur les révoltés ou de les juger, en se plaignant d'une violence contradictoire, ou en la

condamnant dans l'abstrait (à ceux qui n'ont pas compris le rôle de la violence dans l'histoire, nous n'avons rien à dire) ; il s'agit d'exprimer ce qui a déjà été fait, comme ce qui pourrait se faire plus efficacement lorsque toutes les limites qui sont encore dans les têtes auront été dépassées, lorsque la jonction se fera avec tous les pauvres, avec l'ensemble du salariat. C'est ce système qui engendre la révolte. « Il ne s'agit pas de ce que tel ou tel prolétaire ou même le prolétariat entier se *représente* à un moment comme le but. Il s'agit de *ce qu'est* le prolétariat et de ce que, conformément à son *être*, il sera historiquement contraint de faire. » (Marx)

Quelles suites sont à prévoir ? L'État n'a eu qu'une seule hantise, l'extension à d'autres secteurs de la société, la jonction avec d'autres luttes sociales. Dans une ambiance d'intrigues fin de règne, décréter l'état d'urgence après un long silence présidentiel a été le signe d'une grande faiblesse, le prolonger de trois mois celui d'une grande crainte. Mais lorsque ceux qui n'ont aucun pouvoir sur l'emploi de leur vie en sont à ce stade de conscience pratique, on peut imaginer que les diverses mesures (le couvre feu et l'état d'urgence, le service civil volontaire ou la punition du travail à quatorze ans, ou encore les moyens financiers débloqués, les tentatives de réforme et autres palliatifs) seront de peu d'effet ou d'un effet limité. Tôt ou tard il y aura de nouveaux départs de feu (c'est un risque structurel, affirment désormais les assureurs) ; car les causes de ces incendies et de ces révoltes sont impossibles à éliminer dans le système socio économique présent, elles en sont même la base. Ce que la fausse conscience dominante ne peut admettre, c'est que les divisions entre riches et pauvres, comme l'ensemble des aliénations qui rongent notre vie, ne disparaîtront qu'avec la liquidation sociale généralisée. Sur cette voie les insurgés de novembre sont bien le négatif à l'œuvre, « le mauvais côté qui produit le mouvement qui fait l'histoire en constituant la lutte » (*Misère de la philosophie*).

Certes rien n'est acquis d'avance. La matière des révolutions qui changent le sort des hommes est faite des soubresauts de révoltes sauvages et incertaines. Mais toute une génération vient de découvrir que ce monde est à la merci d'une allumette. Elle ne l'oubliera pas.

Caillera bien qui caillera le dernier.

(novembre 2005)



« parce que, dans les conditions de vie du prolétariat, sont résumées dans leur paroxysme le plus inhumain toutes les conditions de vie de la société actuelle ; parce qu'en lui, l'homme s'est perdu lui-même, mais en même temps a non seulement acquis la conscience théorique de cette perte, mais a été contraint immédiatement, par la misère qui ne peut plus être rejetée ni embellie, qui est devenue absolument impérieuse — expression pratique de la nécessité —, à la révolte contre cette inhumanité ; a cause de cela, le prolétariat peut et doit nécessairement se libérer lui-même. Il ne peut pas se libérer pourtant sans supprimer ses propres conditions de vie. Il ne peut pourtant pas supprimer ses propres conditions de vie, sans supprimer *toutes* les conditions de vie inhumaines de la société actuelle qui se résument dans sa situation » (Marx, *La Sainte Famille*)